

LE MARXISTE LENINISTE

JOURNAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE. m. l.

Directeur Publication :
De PANAFIEU
Adresse : Imp. LIRE
16, rue Sainte - Marseille
Composition - Tirage :
Imprimerie GRAVITE
19, rue Sainte - Marseille
Dépôt légal : 3/74
Numéro double : 3 et 4
1^{er} Mai 74
Prix : 2 Francs

EDITORIAL

Aujourd'hui, la bourgeoisie organise des élections présidentielles. Un peu partout, on discute : Mitterrand, Chaban, Giscard ? On se demande ce qui se passe après.

Mais c'est aujourd'hui que les révolutionnaires doivent prendre position, affirmer ce qu'ils sont, et non pas demain.

Alors on dit : « Avec Mitterrand, avec le programme commun, il y aura du changement, ça sera mieux. Et puis Mitterrand, on le forcera à faire quelque chose ».

Est-ce là prendre position ? Non. Cela, c'est attendre, c'est regarder, c'est suivre. C'est ne rien faire de révolutionnaire. Et il y a à faire, tout de suite. Nous ne sommes pas faibles face à ces élections, nous ne sommes pas à la remorque des discussions stériles sur Chaban ou Mitterrand.

Vous, ouvriers, paysans pauvres, jeunes, qui vous ralliez à Mitterrand, qui comptez voter Mitterrand, que pensez-vous, que croyez-vous en réalité ?

Le programme commun ? Qui connaît ce catalogue ennuyeux de réformes bourgeoises, qui s'enthousiasme pour lui ? Qui reconnaît là-dedans ses aspirations, celles qui éclatent dans les grandes luttes populaires ? Mais enfin, c'est un programme, et vous pensez : nous, les forces populaires, nous devons avoir un programme, nous devons changer la société et le monde. Si nous sommes une force, c'est pour changer le monde selon nos vues, selon nos idées, notre programme, le programme des ouvriers et du peuple.

Et puis le P.C.F., la C.G.T. vous disent : ce programme, nous allons le réaliser. Ce n'est pas une promesse, c'est une réalité politique, nous en avons les moyens. Comment ? Le programme commun, dit le P.C.F., va prendre le pouvoir. Il dit : Vous, qui êtes ralliés au programme commun, ou plutôt à la simple idée d'un programme populaire ; d'une alternative d'ensemble, vous allez prendre en mains les affaires de l'Etat.

Le P.C.F. affirme : en votant pour nous et l'union de la gauche, vous allez mettre au pouvoir les hommes du programme commun, les hommes de votre programme, donc vos hommes. C'est vous, par notre intermédiaire, qui, rassemblés comme une grande force nouvelle, populaire, autour de votre programme, allez vous emparer du pouvoir politique.

Voilà ce que raconte le P.C.F. : L'union de la gauche, c'est, d'un seul mouvement, un programme populaire, et une méthode — les élections — pour un pouvoir « d'unité populaire ». L'union de la gauche, dit le P.C.F., c'est le programme populaire devenant pouvoir d'Etat.

Et cela vous impressionne, au fond, à juste titre. Car c'est vrai que la révolution, c'est le programme des ouvriers et du peuple devenant pouvoir d'Etat. C'est la force prolétaire et populaire se développant, dans sa puissante indépendance, au niveau de l'Etat, et bâtissant en fin de compte son propre Etat sur les ruines de l'Etat bourgeois.

Le programme commun n'enchanté personne. Les gens du P.C.F. et de la C.G.T., dans les usines, les quartiers, ne sont vraiment pas sympathiques, racistes et répressifs, comme vous les connaissez.

Mais l'idée d'un programme du peuple devenant force de pouvoir, s'emparant de l'Etat, cela c'est une idée juste, qui impressionne.

Alors, au nom de cette idée juste, pas très claire encore, vous vous ralliez à ces hommes faux.

Dans les présidentielles, qui dirige ? Est-ce que c'est l'idée d'un programme du peuple, est-ce que c'est la force prolétaire ? Evidemment pas. Est-ce que c'est tous ceux qui se rassemblent autour des réformes bourgeoises du programme commun, parce qu'ils s'imaginent vaguement que là est la voie d'une alternative d'ensemble au pouvoir d'Etat en place ? Même pas.

Celui qui dirige, c'est Mitterrand. Les gens du P.C.F. sont suspendus à ses basques, ils lui passent tous ses caprices. Ils sont obligés de lui passer tous ses caprices, et d'abord le plus important : de cacher le programme commun, de parler en son nom à lui, Mitterrand, vieux politicien, vieux cheval de tous les ministères de la IV^e République.

De parler, comme disent les bourgeois, en « homme d'Etat », c'est-à-dire en homme de leur Etat, de l'Etat bourgeois. Parce que c'est comme ça, et pas autrement, qu'il faut parler, et qu'il faut agir, pour être désigné chef de l'Etat bourgeois.

Quand vient l'heure des élections, dont le P.C.F. vous a dit qu'elle serait l'heure de votre pouvoir, de votre force, de votre programme au pouvoir, tout se diloque ; d'un côté le programme commun, vieille sérénade qu'on oublie, qu'on vous laisse ; de l'autre côté, les affaires du pouvoir, qui se discutent entre les Marchais, les Séguy, les E. Maire et les Mitterrand, les Marchais et les Séguy à la remorque des Mitterrand.

On vous disait : ce programme, c'est celui de votre pouvoir, de votre force, de la force des ouvriers. Mais, en réalité, c'est celui de votre faiblesse, de votre transformation en masse de manoeuvres par rapport aux phrases creuses des politiciens bourgeois qui se disputent leur propre Etat, et parmi lesquels il faut ranger aussi les Marchais et les Séguy, ces nouveaux bourgeois qui rongent leur frein.

Les gens du P.C.F. disaient : armés du programme commun, vous, ouvriers, paysans, jeunes, femmes du peuple, intellectuels progressistes, vous êtes forts. Et nous, le P.C.F., dans l'alliance avec le P.S., nous allons prendre le pouvoir, et nous serons la force de votre force. La force d'Etat de votre force populaire.

Mais, en réalité, ce que les élections et l'alliance avec le P.S. montrent aux yeux de tous, c'est que le P.C.F. est la plus grande faiblesse. Le P.C.F. n'a même pas les moyens politiques de son programme réactionnaire. Son programme, il le subordonne entièrement aux élections bourgeoises, cette cérémonie bizarre où s'alignent les chevaux de course du personnel politique bourgeois.

Le P.C.F., ce n'est pas la force d'Etat de votre force populaire. C'est la faiblesse d'Etat de votre force populaire, c'est la plus grande faiblesse, la plus grande impuissance. C'est ce qui vous met à la remorque des bourgeois. Le P.C.F. n'est donc pas votre force, il est votre faiblesse. Il est votre ennemi intérieur, votre cinquième colonne bourgeoise.

Alors, regardons-le de près, ce programme commun, ce programme du P.C.F., dont il dit qu'il est votre force, votre projet. Est-il possible que votre ennemi intérieur, votre faiblesse intérieure sur la question du pouvoir, dise par ailleurs votre vrai programme, votre vraie force ? C'est évidemment absurde. La vérité, c'est que le programme commun est par lui-même un programme de faiblesse et de capitulation. Il n'est pas le programme de la force prolétaire, mais le programme de la faiblesse ouvrière, le programme de la cinquième colonne, de ceux qui minent et saupent du dedans la force ouvrière.

Quand les ouvriers, rassemblés en force, luttent contre les patrons, que disent-ils ? Ils disent : « Une seule classe d'OS ». Ils disent : « A bas la hiérarchie capitaliste ». Ils disent : « A bas les chefs racistes et imbéciles ». Ils disent : « Droit absolu au travail, non aux démantèlements, aux licenciements ». Ça, ce sont les idées de la force prolétaire.

La C.G.T. dit : « Grille unique de l'OS à l'ingénieur », c'est-à-dire : Vive la hiérarchie capitaliste ! Elle dit : « Alliance avec la Confédération Générale des Cadres », c'est-à-dire : Vive les chefs, vive les cadres. Elle dit : « Pas de licenciements sans reclassement, sans consultation du comité d'entreprise », c'est-à-dire, patrons, déportez et chassez les ouvriers, mais dans l'ordre, et avec notre consentement organisé.

Quand les ouvriers immigrés, alliés aux ouvriers français, aux jeunes et aux intellectuels disent : « Droits politiques pour les prolétaires immigrés comme pour les prolétaires français », le P.C.F. dit : droits sociaux, droits syndicaux, mais pas de droits politiques. Surtout pas de force politique prolétaire internationale en France !

Quand les collégiens, les lycéens, les étudiants descendent en masse dans la rue, ils crient : « A bas l'école bourgeoise, à bas la division du travail intellectuel et du travail manuel, ras le bol du savoir bourgeois, assommant et stérile ! ».

Le P.C.F. dit : « Démocratisation du savoir », c'est-à-dire : vive les idées bourgeoises, encore plus d'écoles bourgeoises, le savoir bourgeois à la portée de toutes les bourses.

Quand les peuples des colonies, comme à la Martinique, luttent pour leur indépendance nationale, le programme commun dit gravement : « La France a des responsabilités particulières à l'égard des pays de son ancien empire », c'est-à-dire : vive le néo-colonialisme !

Et pour les paysans, les femmes, les habitants des quartiers populaires, c'est la même chose : sur chaque point, le programme commun contredit absolument le programme vivant des forces ouvrières et populaires. C'est le contre-programme des infiltrés bourgeois dans le peuple. Le P.C.F. et la C.G.T. sont les pompiers du feu populaire. Le programme commun, c'est pour étouffer le programme de la révolution.

Voilà ce que nous, révolutionnaires, nous allons dire dans cette campagne. Le programme commun est un programme contre-révolutionnaire, il faut le critiquer, le détruire. Il faut soutenir sur chaque point le programme du peuple, le programme de la révolution, qui est en train de s'édifier pas à pas. Parce que seul un tel programme rassemble effecti-

vement la force prolétaire, sur son projet propre, et autour d'elle tout le camp du peuple. Parce que seul un tel programme donne au peuple les moyens du pouvoir, le projet du pouvoir, de son pouvoir, c'est-à-dire de son Etat.

Tant qu'il n'y a pas ce programme, tant qu'il n'y a pas ce projet ; tant qu'il n'y a pas l'organisation de la force, c'est-à-dire le Parti Communiste de type nouveau, les révolutionnaires doivent dire « non » aux élections. Ils doivent lancer le mot d'ordre d'abstention.

Non ! Nous ne mettrons pas le programme du peuple et les luttes populaires à la remorque d'un projet de pouvoir bourgeois !

C'est ce que font les Arlette Laguillier et les Krivine : se sachant dérisoire sur la question du pouvoir, et de surcroît coupés du programme vivant du peuple, ils déclarent passer la main à Mitterrand au second tour.

C'est ce que font aussi les Piagetistes, utilisant sans vergogne la figure de Charles Piaget, bon combattant de la lutte des classes. Eux aussi, au nom des luttes, manient des candidatures symboliques, dont la seule réalité en termes de pouvoir politique sera Mitterrand.

Nous, nous disons : abstention !

Là est l'offensive aujourd'hui. Parce que le peuple prend l'offensive sur ses forces, non sur ses faiblesses.

La faiblesse, c'est de n'avoir pas encore la force d'un projet d'Etat, de n'avoir pas encore une identité ferme, complète, d'ensemble, avec un programme de la révolution comportant une stratégie de pouvoir autonome visant à la destruction de l'Etat bourgeois.

Avoir une telle stratégie indépendante, c'est ça qui permet aux révolutionnaires l'utilisation tactique et propagandiste des élections. Quand elle n'existe pas encore, les révolutionnaires

ne peuvent pas, ne doivent pas présenter un candidat. Parce qu'alors ils agissent à partir des faiblesses, non des forces.

Surmonter la faiblesse, mais en s'appuyant uniquement sur les forces : c'est la seule voie révolutionnaire, celle que les communistes de l'U.C.F. (ml) soutiennent partout.

Et ils la soutiennent encore dans l'excellente situation créée par les élections présidentielles.

Ils la soutiennent en montrant la stérilité, la tromperie contre-révolutionnaire du programme commun et de l'union de la gauche qui éclate aujourd'hui.

Ils la soutiennent en faisant campagne partout sur ce qui existe déjà en matière de programme de la révolution.

Ils la soutiennent en disant : ce n'est pas tout qu'il y ait des luttes et des idées nouvelles. Les élections le montrent, et cela commence à être discuté dans les masses ; il faut avancer dans la voie qui soude le programme du peuple à un projet révolutionnaire de pouvoir d'Etat.

Ils la soutiennent en désignant les forces, celles qui portent dans la lutte le futur programme de la révolution : le prolétariat de France et ses multiples nationalités, le prolétariat international de France ; les paysans pauvres, le mouvement de la jeunesse ; les femmes, les habitants des quartiers populaires, les intellectuels progressistes.

Ils la soutiennent en refusant de faire le jeu des faiblesses, le jeu des faibles. Ils ne s'inclineront jamais devant le P.C.F. et Mitterrand.

La force au nom de quoi nous disons : abstention ! c'est la force du mouvement de masse, c'est notre force. Tout autre mot d'ordre est celui de la force des autres, des ennemis.

ABSTENTION !

A BAS LE PROGRAMME COMMUN ! VIVE LE PROGRAMME DE LA REVOLUTION !

VIVE LA FORCE PROLETAIRE ET LE PARTI QUI LA RASSEMBLERA !

VIVE LE PROLETARIAT INTERNATIONAL DE FRANCE !

VIVE L'ETAT PROLETAIRE !



Mitterrand passe en revue les troupes qui répriment le peuple algérien.

POUR LA FORCE REVOLUTIONNAIRE DU CAMP DU PEUPLE

UN 1^{er} MAI DU PROLETARIAT INTERNATIONAL

FACE AUX ELECTIONS DE LA BOURGEOISIE "ABSTENTION"

La Crise est là. La Crise vient. Tous les partis bourgeois sont d'accord là-dessus, de Giscard à Marchais, en passant par Chaban et Mitterrand. Ils ont tous un plan, des solutions, mais des plans, des solutions pour eux ou pour nous? Pour eux, c'est sûr. Ils nous en feront-ils ?

Qui soutient l'état dans la classe ouvrière de France ?

une aristocratie ouvrière, base de masse du PCF /CGT qui défendent l'idée de l'Etat pour l'occuper et le faire fonctionner pour leur propres compte, pour le compte de l'aristocratie ouvrière et des monopoles alliés.

LEUR CRISE, C'EST QUOI ?

Leur Crise, c'est d'abord le Vietnam, la Palestine, ce sont les peuples et les états arabes qui veulent récupérer le pétrole, ce sont les peuples du monde qui veulent la révolution, et qui la font, c'est la guerre du peuple qui chasse les impérialistes.

Entre les deux, le cul entre deux chaises, il y a les gaullistes. Leur indépendance nationale c'est de profiter de la rivalité USA/URSS pour se placer. L'impérialisme français n'a plus les moyens militaires de garder le pétrole depuis l'Indochine et l'Algérie, alors il fait des niches aux USA pour en avoir, mais ça ne peut pas durer, ça ne marche que tant que les USA et l'URSS ne s'en foutent pas trop sur la gueule; les USA sonnent le rassemblement, et les japonais comme les Français vont se cou-

mais pas la vraie classe ouvrière, pas le vrai prolétariat qui ne se contente plus de lutter pour améliorer ses conditions à la suite des syndicats, mais qui décide et qui impose; pas le prolétariat international, la vraie classe ouvrière de France qui ne s'attaque pas seulement aux patrons mais qui crie en même temps comme à Renault "A travail égal, salaire égal" et "Palestine Vaincra" qui fait craquer le mythe de l'Etat-Nation où seuls les Nés-en-France ont des droits, pour dire " Des Droits pour ceux qui travaillent ".

Alors les impérialistes, les gros impérialistes, les Américains et les Russes mais aussi les moins gros, le Japon et les petits comme la France, alors voilà que ces impérialistes se tapent sur la gueule comme chaque fois que le gâteau n'est plus assez gros pour se le partager tranquillement. Voilà qu'entre les Russes et les Américains, la détente va de pair avec la rivalité et l'antagonisme, voilà que les Américains mettent au pli les Japonais et les Français. Voilà le dollar bien malade qui se refait une santé pendant que le Yen et le Japonais baissent.

cher.

... LA CRISE ...

Les impérialistes préparent la guerre parce que leur seule raison d'exister c'est de placer des capitaux, c'est le profit, c'est de piller et d'exploiter. Ils ont toujours tenu bon chez eux contre leurs ouvriers, contre leurs peuples parce qu'ils pillaient et oppriment militairement les peuples du monde.

Ils parlent tous d'indépendance nationale, mais aucun d'eux n'en a les moyens. C'est pour cela qu'ils sont apparemment divisés, parce qu'ils cherchent des solutions à la crise et qu'ils n'en trouvent pas.

L'ETAT PARLEMENTAIRE EST MALADE :

Nous ne le ferons pas survivre comme le proposent les révisos PCF/CGT parce que nous sommes porteurs d'un autre type d'Etat, d'un monde nouveau, parce que les ouvriers du monde nous ont tort. Nous combattons l'Etat parce qu'il ne peut assurer la paix et l'indépendance nationale : face aux deux superpuissances qui se disputent le monde, qui provoquent la guerre comme au Moyen Orient et la prépare comme en Europe, seul le peuple peut se dresser, seule la Révolution peut empêcher la guerre.

Aujourd'hui les peuples du monde se dressent, qu'ils fassent la révolution, qu'ils se battent pour la liberté ou qu'ils tentent de récupérer leurs matières premières, ils encerclent les impérialistes.

Ils ne peuvent pas en trouver parce qu'ils n'ont pas les moyens de neutraliser les deux superpuissances, alors que les peuples du monde l'ont eux ce moyen et qu'ils s'en servent.

L'indépendance de Chaban s'arrêtera à la première menace sérieuse de Nixon ou de Brejnev.

ALORS VOILA, La Crise, leur Crise c'est que le capitalisme a toujours été malade du profit, et que le remède du colonialisme, de la guerre commence à ne plus marcher. Les peuples du monde n'en veulent plus.

Ils ne peuvent pas s'en sortir parce qu'ils ont besoin de nous, de notre accord, et de notre soutien. Ils ont besoin qu'on soit d'accord pour être plus exploités, pour payer la note de l'inflation et aller se faire tuer pour eux si ça devient nécessaire. Autant dire qu'ils ne se font pas d'illusion sur notre accord, qu'ils se préparent à réprimer nos luttes, que ce soit par les flics, ou par les syndicats. En attendant pour la présidentielle, ils attendent dorer la pilule, et surtout de rassembler leurs troupes.

Nous, c'est différent, nous marxistes-léninistes disons que si les impérialistes menacent de se faire la guerre, le peuple lui, peut se dresser, d'abord contre la guerre et si on l'oblige contre les fauteurs de guerre.

Alors pour eux, résoudre la crise c'est d'essayer de choisir le meilleur cheval entre les supergrands, l'Américain ou le Russe, c'est de faire payer l'inflation à la classe ouvrière, c'est de renforcer l'Etat impérialiste parlementaire pour qu'il ait le soutien chez lui de la majorité de la population, qu'il contienne, dans des limites syndicales, les luttes de la classe ouvrière. Et ça, ça craque:

Nous marxistes-léninistes disons que si on accule le peuple à la guerre, le peuple renversera l'Etat bourgeois, se donnera un Etat de type nouveau, prolétarien, seul capable d'arrêter la guerre.

L'Etat impérialiste est en crise, parce que pour être impérialiste, il faut qu'il ait le soutien chez lui de la majorité de la population, qu'il contienne, dans des limites syndicales, les luttes de la classe ouvrière. Et ça, ça craque:

NOUS COMBATTONS L'ETAT BOURGEOIS, MEME SOUS SA FORME PROGRAMME COMMUN, PARCE QUE LE PEUPLE, LA CLASSE OUVRIERE ELABORE DEJA UN PROGRAMME COMPLETEMENT OPPOSE AU PROGRAMME COMMUN REACTIONNAIRE.

ILS SE DISPUTENT SUR QUEL CHEVAL MISER ?

Giscard, Mitterrand depuis toujours même s'il se camoufle derrière le programme commun, sont des partisans de l'alliance atlantique, de l'intégration à l'impérialisme U.S. C'est pensent-ils, le meilleur moyen d'exploiter la classe ouvrière, de tenter de nouvelles guerres de pillage et d'agression contre les peuples du monde pour reprendre les matières premières. C'est qu'ils veulent, c'est une belle inflation, c'est diminuer le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, c'est faire tourner à plein la machine économique pour exporter et pour piller

Qui a intérêt à le soutenir, plus les paysans pauvres en tout cas, massivement chassés de leurs terres, terriblement endettés et contrôlés.

Malgré le jeu parlementaire électoral et son apparence de clarté, la classe ouvrière va de l'avant, avec les paysans pauvres, les femmes et les jeunes. Elle a déjà les éléments de son programme révolutionnaire, elle a des indications sur le type d'Etat qu'elle veut et sur la société qu'elle entend construire. Elle commence à soutenir les luttes des peuples de la Réunion, de la Guadeloupe, des Comores, des Affars et des Issas, de la Guyane qui prennent peu à peu le chemin de l'indépendance nationale.

Giscard, c'est clair. Mitterrand aussi: il veut augmenter les salaires, mais les prix vont flamber. Il veut emprunter milliards indexés sur les prix, ce qui

plus tellement les petits commerçants même si Royer leur fait des fleurs leur offrant des jeunes ouvriers gratuits de 14 ans plus tellement les régions de France semicolonisées comme la Bretagne, la Corse, le pays Basque. pas du tout les peuples de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe, des Comores, des Affars et des Issas, de la Guyane qui prennent peu à peu le chemin de l'indépendance nationale. pas du tout le mouvement de la jeunesse, en lutte contre l'école des flics et des patrons, contre l'armée, contre les valeurs bourgeoises. pas du tout les femmes en lutte pour leur libération.

aux révolutionnaires, aux marxistes-léninistes incombent la tâche d'aider à rassembler ces éléments épars, à faire en sorte que la classe ouvrière s'empare de son propre programme révolutionnaire fermement antirévissionniste, et qu'elle se donne les moyens de sa politique, le Parti Prolétarien de type nouveau.

LE PROGRAMME COMMUN

MOUVEMENT DE MASSE

ET ELECTIONS

36

-

46

-

67

-

68

Devant les élections et comme si celles-ci paississent la mémoire, la troublaient, engourdisaient le souvenir, et cette mémoire profonde d'un peuple que forme son expérience, devant les élections donc, diverses attitudes, diverses opinions soudain apparaissent. Elles viennent de loin, elles viennent du froid et du chaud du passé, froid des défaites électorales où le peuple avait été forcé de placer ses espoirs, chaud des luttes qui ont précédé ou suivi ces moments d'élections, luttes où le peuple a construit ses espoirs.

L'une de ces opinions, et la plus récente, prend sa source dans les élections de trahison qui suivirent Mai 68, c'est le "Elections-Trahison", c'est "Les élections, ce n'est pas l'affaire du peuple en lutte", opinion de pointe, opinion de force, mais aussi épointée, affaiblie par sa version en mineur, sa version conditionnelle, qui réalimente les faux espoirs, le "Si les élections sont toujours perdues, c'est qu'on n'est pas assez décidés et pas assez nombreux surtout à l'heure, pour faire passer le candidat de gauche".

Mais, d'autres souvenirs plus anciens et plus célèbres viennent soudain et sans qu'on y prenne garde, revigorer et soutenir l'idée que les élections, en fin de compte, peuvent être une victoire pour le peuple : 1936. 36, c'est l'idée qu'à des élections qui porte un front populaire, une alliance des gauches au pouvoir, peut succéder ce qui intéresse le peuple : de grandes luttes victorieuses sur un tas de revendications.

36 : ELECTIONS + LUTTES

68 : ELECTIONS - TRAHISON

Aujourd'hui, les deux se mêlent, s'allient pour en définitive, malgré les leçons de l'histoire faire tout bonnement voter pour Mitterrand. C'est le "Ce coup là, il y a quelque chose qui peut changer" on est assez nombreux et ce qui peut changer, c'est si Mitterrand passe et trahit, au moins de grandes luttes s'engouffreront dans la brèche, il y aura des luttes".

Or si on examine l'histoire, l'histoire du peuple et des élections depuis 36, on en apprend de belles !

Pourquoi, à notre avis, le peuple ne peut-il pas gagner les élections : parce que les élections, c'est ce qui met sur la table la question du pouvoir d'Etat, du système, du régime. Etre plus ou moins nombreux ne change rien à l'affaire. Plus nombreux, serions nous aussi puissants qu'une inondation, nous ne noierons pas l'Etat bourgeois, il est insubmersible ; mais il n'est pas indestructible. Ce n'est pas par l'eau du mouvement de masse nombreux qu'on prendra l'Etat, c'est par le feu d'un point de vue prolétarien sur l'Etat, la compréhension populaire de la nécessité de le détruire, et de la nécessité d'un parti communiste authentique capable de soutenir le prolétariat et le peuple dans cette entreprise.

Alors, dans la question des élections, le fond du débat pour le peuple, c'est "comment peut-il s'emparer du pouvoir d'Etat ?". Pour le moment, on lui fournit une réponse toute faite, on lui met un masque anesthésiant sur le visage qui s'appelle voter pour le programme commun, pour Mitterrand.

Voter pour Mitterrand, personne ne le fait de gaité de coeur. Alors, il y a les souvenirs, il y a les arguments surtout, et ces deux grands préjugés :

"Par le vote, on peut gagner que ça change" et comme le peuple sait que lui seul peut changer quelque chose, gagner que ça change, c'est les luttes qui forceront Mitterrand à gauchir.

Alors, à cela, il faut répondre aussi par l'histoire : celle des rapports du mouvement de masse et des élections et cela s'appelle 36, 46, 67, 68.

36 est responsable, très responsable, et d'une confusion d'abord : 36, ce n'est pas le pouvoir au peuple, c'est une victoire sans précédent, est fort, qui se déclenche après les élections et qui gagne sur les revendications : c'est énorme, c'est très bien ; mais avec 36, on ne nous fasse pas croire que le peuple a avancé sur la question de son pouvoir. Et pourtant, on veut nous le faire croire ; 36, c'est ce que le peuple, dit-on, peut gagner de mieux par les élections : or d'abord, ce n'est pas par les élections mais par les

lutttes que le peuple a arraché ses droits ; au contraire, élections gagnées, le gouvernement de Front Populaire, c'est lui en définitive qui a tradé le peuple et l'a livré au fascisme. C'est dur à dire, mais c'est mal entendu, mais qu'est-ce que 36 agit non bourgeois. Ils dérogent la volonté populaire de révolution sur ce compromis : que les élections étaient exclusivement des revendications. Quand au reste, à la politique, à la politique à l'égard de l'Espagne par exemple, il n'avait, ne devait pas avoir son mot à dire : il devait se subordonner à ceux-ci, ceux du parlement, que préparaient-ils par leur mollesse, leur tergiversation ? Le lit de la contre révolution et du fascisme. C'est la chambre des députés élue en 1936 qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940.

36, sa grande leçon, même si les revendications obtenues n'ont pu être reprises totalement par la bourgeoisie, c'est que quand le peuple s'occupe pas lui-même de la question du pouvoir, les bourgeois, eux, s'en occupent, pour le brader aux fascistes.

Au fond 36, bien plus que 74, ressemble à un Chili mais à un Chili mondial, préparé par les fascistes italiens, allemands et français. 36, c'est la preuve, au niveau de la grande histoire, de l'histoire mondiale, que si le peuple ne se préoccupe pas du pouvoir, les bourgeois apeurés par les luttes livrent plutôt le pays au fascisme.

Voilà de quoi est porteur le thème si courant aujourd'hui : "Tant mieux si Mitterrand passe, après, il y aura des luttes".

Cette idée est non seulement irresponsable, elle est criminelle. C'est en définitive comme ditre : apres moi le déluge ; c'est dire : "moi, je démissionne sur la question du pouvoir du prolétariat de sa constitution en force de pouvoir au travers de son parti authentique, je reste spectateur, et si ça pète tant mieux". C'est une démission sur le rôle historique du prolétariat, de la classe ouvrière, qui est la seule à pouvoir véritablement forcer les bourgeois à disparaître. Mais à condition qu'elle se batte non seulement pour ses luttes mais pour la vie même d'un pays prolétarien, en se pré-occupant de l'Etat.

Or direz-vous, en 46, le peuple avait plus qu'en 36. Il avait le souvenir de la résistance, les armes étaient parfois encore cachées sous la cendre, et la violence présente. 47.47, c'est la bataille et la grève prolétaires des mines. C'est une bataille de classe sans précédent, résolue isolée, violente.

46, année la plus rouge de l'après-guerre. Voyons cet après-guerre. En 46, après la constitution, gaullistes et communistes sont au pouvoir. La résistance a été en France majoritairement une résistance prolétarienne, si ce n'a pas été vraiment une résistance populaire. Le peuple, à la libération, la situation gouvernementale doit être telle que la résistance a nécessité de la force qui s'est forgée dans la résistance : majorité absolue en 45 PS, PC, MRP. Cette force populaire à la libération se laisse voler son projet de pouvoir. Les communistes veulent surtout être au gouvernement : ils recommencent à partager le gâteau à tout prix, plutôt que de fonder sur la capacité du peuple à formuler son propre projet de pouvoir. Ils ont leurs raisons : un compromis passé entre URSS et USA, qu'il reporte dans l'opinion sous la forme : les américains sont à la tête, ils ne permettront jamais l'existence d'un régime non bourgeois. Ils dérogent la volonté populaire de révolution sur ce compromis : que les élections étaient exclusivement des revendications. Quand au reste, à la politique, à la politique à l'égard de l'Espagne par exemple, il n'avait, ne devait pas avoir son mot à dire : il devait se subordonner à ceux-ci, ceux du parlement, que préparaient-ils par leur mollesse, leur tergiversation ? Le lit de la contre révolution et du fascisme. C'est la chambre des députés élue en 1936 qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940.

Cette situation de 45, 46 va se déchaîner en 47. Les masses ont été bernées, elles n'ont plus confiance. Elles passent à l'assaut sur leurs revendications pour le pain, la justice, l'épuration pour que leur revienne véritablement le profit de la résistance. Elles sont matées, après une lutte héroïque, par le "socialiste" Jules Moch et les CRS. Que font les communistes ? Ils se contentent d'exiger leur réintégration dans le gouvernement bourgeois dont ils viennent d'être jetés. Les masses veulent la sécurité sociale, désarmées parce qu'impréparées à la question du pouvoir, sont réprimées et muselées. Là-aussi, le mouvement de masse, aussi résolu et violent qu'il soit, dépourvu de tout projet de pouvoir, a été muselé, sans l'aide même d'éllections, mais c'est le même problème.

Et 67, 67, c'est quand la gauche pour la première fois depuis 1958, retrouve une crédibilité électorale, elle "manque de passer" comme toujours ce "manque passer" qui alimente les illusions de la démission du peuple sur son pouvoir. Et si on y regarde de près, et que l'on considère qu'après il y a 68 ; le grand mouvement de masse de 68, 67-68 prennent en définitive une figure à la 36. Mais ceci, bien sur, est un caractère secondaire de Mai 68. Mai 68, c'est la première fois qu'une force révolutionnaire se dégage contre la trahison du PCF, contre la trahison révisionniste, tandis que les étudiants passent du côté de la révolution. Mais si l'on considère Mai 68 du point de vue de la question du pouvoir, on voit que l'idée qui domine sur cette question, c'est celle d'un mouvement de masse si nombreux, si durable et si dur, que l'Etat bourgeois s'en disloque de lui-même sans qu'on l'ait forcé comme un château de cartes. SUITE PAGE 6 et 7

LE PROGRAMME COMMUN C'EST QUOI ?

C'est d'abord une série de mesures immédiates qui correspondent à certaines aspirations populaires : retraite, 40 heures. Mais ce n'est pas là son aspect principal, le P. C. se prétend ouvertement être une alternative d'ensemble, le premier pas vers le socialisme. Comme chacun le sait, il s'agit là de politique. Le P. C. inclut donc des mesures politiques qui vont profondément transformer, selon lui, notre société. Quelles sont ses mesures ? Elles ont l'avantage de pouvoir se résumer facilement : Démocratiser, Démocratiser tout et partout, les usines, les écoles, la médecine, les transports en commun, le statut des travailleurs étrangers, les rapports avec les colonies, l'armée et même les C. R. S. Tout sera impitoyablement démocratisé et le socialisme s'en suivra.

Ne vous demandez surtout pas comment il se fait qu'il y ait de si grandes usines qui drainent chaque jour leurs milliers d'O S en équipe, comment il se fait que dans ces usines il y ait des chaînes, pourquoi dans ces usines des contremaîtres et des ouvriers il y a ceux qui pensent et qui commandent et ceux qui exécutent et n'ont rien à comprendre. Ne vous demandez pas pourquoi il y a de si énormes villes avec leur heures de transport debout et des campagnes qui se vident. Ne vous demandez pas pourquoi il y a des écoles où les maîtres apprennent à des élèves qui s'ennuient un savoir coupé de toute pratique. Ne vous demandez pas pourquoi les ouvriers immigrés payent des impôts et ne votent pas pourquoi les femmes sont à la maison dès qu'elles ont plusieurs enfants. Surtout ne vous demandez pas tout cela. Fausse question ! C'est comme ça, c'est le progrès des sciences qui a fait ça, simplement le seul problème, voyez-vous, c'est que c'est très mal utilisé, car il y a un groupe de monopoles qui en tire du profit et tous les autres qui se serrent ceinture.

Donc otons à ces monopoles le souci de nous gouverner, confions cela à Mitterrand prenons tout ce que la bourgeoisie nous laisse et démocratisons jusqu'à dans les recoins, nous vivrons mieux et ce sera la "démocratie avancée" antichambre du socialisme. Voilà le programme commun. Le programme commun ne prétend pas être un programme socialiste. Soit, et en effet un programme révolutionnaire de prise du pouvoir n'est pas directement un programme socialiste, mais s'il prétend ouvrir la voie à une transformation socialiste de la société, donc une transformation radicale de la nature de l'état, il faut se demander quelle conception de l'état il y a derrière ce programme. Alors on se rend facilement compte que c'est une conception entièrement bourgeoise de la lutte des classes et de la nature de l'état. Pour les révisionnistes du P.C. si les usines sont des usines capitalistes ce n'est pas parce que le travail est divisé et la force de travail exploitée, c'est parce que le patron fait des superprofits gaspille et ne tient pas compte de l'intérêt d'ensemble. Si l'école est l'école du capital, ce n'est pas parce qu'on y enseigne un savoir théorique pour former de nouveaux patrons et enfoncer dans la tête du plus grand nombre une conception bourgeoise du monde, c'est parce qu'il n'y a que 5% de fils d'ouvriers à l'Université. Si les immigrés sont venus ici, ce n'est pas à cause de l'impérialisme, français en particulier, qui maintient leur pays dans la misère et le chômage, c'est parce que les français veulent plus être balayeurs et que les immigrés se montrent moins difficiles. Si ces mêmes immigrés n'ont pas de droits politiques, mais voyons c'est normal, ils ne sont pas "français", vous vous rendez compte, pour que ça change il faudrait bouleverser totalement la constitution Française ! Si l'armée et la police, sont l'armée et la police du capital, ce n'est pas parce que ce sont des corps spéciaux de répression coupés du peuple (en particulier ne participant pas au travail productif) et chargés de le réprimer, c'est uniquement parce que certains de leurs chefs sont des réactionnaires !

La conséquence logique de cette conception c'est : "changez la tête, et le corps, transformera prochainement". Et pour changer la tête, la voie vous est tracée par la bourgeoisie elle-même il n'y a qu'à gagner les élections dans le cadre du parlementarisme bourgeois, cela renforcera le camp populaire et ouvrira la voie à une transformation socialiste. Malheureusement pour les révisionnistes et les bourgeois, les masses populaires elles, ont des idées justes sur ce qu'est la bourgeoisie et ce qu'est son état et sur la manière de s'y prendre pour rassembler son camp et développer sa force. Ces idées justes sont mélangées avec des idées fausses, elles sont inégalement développées et pas encore poussées dans toutes leurs conséquences, mais ces idées justes ont produit des effets : Depuis plusieurs années les luttes des couches du peuple et particulièrement là où luttent dans leur sein des révolutionnaires ont inventé du nouveau : des formes de luttes et sur tout des revendications, des éléments de programme ayant un caractère de classe : ces éléments de programme affirment à leur niveau qu'il n'y a pas de compromis possible avec la bourgeoisie, que la lutte ne peut passer que par la destruction de son état en même temps ils commencent à définir la société que nous voulons construire. Ces éléments ne forment pas encore, même en les mettant côte à côte un programme complet de la révolution, comme certains dans le mouvement révolutionnaire voudraient le faire croire (ceux qui disent par exemple : "la révolution c'est faire des Lip partout"). Mais ils sont des jalons pour ce programme, et la façon dont ils ont été trouvés nous montre comment se construit un véritable programme révolutionnaire. Ce qu'il y a d'extraordinaire avec le P.C. c'est qu'il réussit le tour de force de ne contenir aucun de ses éléments nouveaux !

Voyons cela en détail.

DANS LES USINES

Le P.C. contient un minimum de mesure satisfaisant des besoins populaires immédiats : retraite à 60 ans, 40 heures, élévation du SMIC. Mais ce qu'il présente comme fondamental n'est pas cela : c'est la nationalisation des entreprises et leur "gestion démocratique", qui "commanderaient la transformation effective de la société et ouvriraient la voie au socialisme". Ça signifie accroître dans les entreprises le pouvoir du Comité d'entreprise et associer les syndicats à la gestion de la boîte. Ceux-ci auraient donc, dans le cadre du plan établi par le gouvernement, leur mot à dire sur l'utilisation du profit. Mais sur le même terrain de l'exploitation : la division du travail, et sur la hiérarchie qui l'entretient. Rien, le conservatisme le plus absolu, la codification de ce qui existe dans les usines bourgeois : une grille unique des salaires maintenant une hiérarchie dont l'amplitude tient compte que des critères de qualification de responsabilité, de pénibilité, d'ancienneté.

Quand aux conditions de travail, c'est là pour les révisionnistes un problème technique puisqu'ils prétendent y apporter des solutions uniquement techniques : mise au point de processus technologiques visant à améliorer la nature et l'intérêt du travail.

Et l'intérim : facteur puissant de division, sera-t-il supprimé ? pas du tout, au contraire, il sera pris en charge par l'agence de l'emploi.

Donc aucune volonté de transformation des racines de l'exploitation. Rien donc qui permette aux ouvriers de renforcer leur camp.

Face à ça, le mouvement de masse dans les usines, particulier celui de O S, Français et immigrés a produit bien des revendications, des éléments de programme qui attaquent véritablement la division capitaliste du travail, la hiérarchie.

Ce sont les revendications issues du principe " travail égal, salaire égal, ", " Un seul coefficient par classe, le maxi ", " Une seule classe d'O S ", " Non aux augmentations individuelles ", et même chez les O.P. : 3 niveaux de qualification seulement, suppression des essais, passage d'une classe à l'autre suivant la compétence réelle contrôlée par des pratiques, correspondant réellement au travail fait en atelier.

C'est encore : "embauche de tous les intérimaires" "Suppression des contrats de travail pour les étrangers".

Ces éléments de programme montrent ce que veut être le pouvoir des ouvriers dans l'usine, ils lui permettent dès maintenant de forger son autonomie de classe par rapport à la bourgeoisie.

FRANÇAIS ET IMMIGRÉS

L'immigration

Sur ce point là le P.C. s'est rendu tristement célèbre par sa concision. D'abord il y aura contrôle de l'immigration, "importation d'immigrés" suivant les nécessités de la production. Puis il affirme que pour les élus (ceux qui sont là) il y aura "égalité des droits".

En tout 5 lignes et demi.

D'abord qu'est ce que c'est que ce programme qui sur une question concernant 3 millions d'ouvriers ne se donne même pas la peine de faire la moindre analyse des causes de l'immigration, de ses conséquences sur la classe ouvrière en France. Dans ces conditions on peut se douter que là encore rien ne sera proposé qu'une meilleure gestion de la situation actuelle. Et très logiquement les propositions se situent au niveau des lois : égalité des droits, encore n'est ce même pas précisé : est ce le droit de vote ? s'engagent-ils à supprimer toute procédure d'expulsion d'un étranger ?

Mais là n'est pas la question :

C'est la bourgeoisie impérialiste française qui en exploitant ses anciennes colonies force les immigrés à venir ici. Cela crée à son profit des divisions dans la classe ouvrière, division qu'elle entretient en permanence.

Qu'est ce que ça peut être dans ces conditions qu'un élément de programme concernant les immigrés. C'est nécessairement un mot d'ordre contre ce que la bourgeoisie fait pour maintenir les immigrés différents (sur les droits : contrat, cartes de travail, expulsions mais aussi dans tous les domaines de la vie : Foyer prison pour célibataires. Un tel mot d'ordre met en évidence le caractère de classe de l'état qui accorde des droits suivant qu'on est français ou étranger et non pas suivant qu'on est ouvrier ou parasite. Déjà le mot de masse révolutionnaire a avancé ces thèmes :

- ouvriers français immigrés une seule classe ouvrière
- unité du prolétariat international de France et les mots d'ordre :
 - suppression des contrats
 - cartes de travail dès l'embauche

- Français immigrés - mêmes postes, mêmes salaires
 - même logement
 - même droits à la formation
 - même accès à l'école pour leurs enfants

et qui travaille à des droits, même droit à la politique pour tous les travailleurs !

Sur de tels mots d'ordre, il est possible de rallier les ouvriers français et les autres couches du peuple et donc de réduire les différences tout en comprenant mieux la nature de l'ennemi commun.

C'est cela que doit permettre un programme révolutionnaire. Les révisionnistes font le contraire. Ils parlent d'accorder quelques droits, c'est pour éviter des luttes qui unissent le peuple, et par ailleurs ils font tout pour maintenir les divisions qui existent en particulier au niveau du logement (foyers spéciaux pour les immigrés) ce qu'ils font déjà sans s'en cacher dans les municipalités qu'ils contrôlent.

LES FEMMES

En fin de compte c'est la même chose que pour les immigrés. Quelques promesses de droits supplémentaires, Mais rien n'est dit ni sur l'oppression de la femme dans la société bourgeoise ni sur l'origine et les manifestations des contradictions entre hommes et femmes.

Et par conséquent il ne dit pas que résoudre ces problèmes ne peut être que l'effet d'une lutte.

- lutte contre l'état, contre ses lois qui asservissent la femme (loi contre l'avortement). Ces luttes doivent unir femmes et hommes comme autour du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, pour l'avortement totalement libre et gratuit, et un développement réel de la contraception.

Mais aussi lutter au sein du peuple, contre les vieilles idées issues des classes exploiteuses et qui résument à "Considération pour les hommes, mépris pour les femmes".

L'ECOLE

Depuis 1968, l'école bourgeoise a été constamment prise pour libre par le mouvement de la jeunesse et le mouvement populaire. Elle provoque chez les jeunes le dégoût et la colère. Elle a été le lieu de formidables mouvements de masse contestataire, et son autorité est largement minée.

De tout cela, le programme commun ne souffle pas mot. Toutes les mesures qu'il propose se ramènent à un principe unique : l'école bourgeoise est bonne, le seul problème est que tout le monde puisse y rester le plus longtemps possible. C'est ce que recouvrent les mots de "démocratisation" et de "formation permanente".

Les cibles des mots de masse ont été principalement depuis 6 ans (Mai 68, contre la loi Guichard, contre l'arrestation de Guiot, contre la loi Debré, contre la loi Fontanet) :

- 1) La sélection, le système réactionnaire des examens
- 2) La discipline, l'administration, le style caserne, en particulier dans les CET, qui préparent directement à l'usine.
- 3) Le savoir bourgeois académique, coupé de la lutte des classes et du travail productif, coupé de la politique - La revendication du droit à la politique révolutionnaire partout.

Que dit là-dessus le programme commun ?

1) Sur la sélection, pas un mot. Les révisionnistes font comme si la sélection "sociale" était une question de bourses, d'allocations d'études etc... Mais ils protègent avec acharnement le système bourgeois de la sélection par le savoir et le beau langage ; le système barbare des examens-embuscades et des concours pour bachoteurs dopés.

2) Sur la discipline - caserne, silence total - Le corps administratif et professoral, corps d'Etat gardien de l'ordre, fait partie de la clientèle du PCF et du PS. Rien n'est plus important pour ces messieurs que de "favoriser la promotion de tous les personnels qui le désirent" (p. 83)

3) Sur le savoir bourgeois, le programme commun se propose explicitement de le développer, d'en préserver le "niveau", c'est-à-dire de l'ajuster plus encore aux besoins de la société bourgeoise : "La révision globale et cohérente des programmes ouvriers. L'enseignement aux progrès des connaissances et de l'ensemble de la culture, au développement de l'économie, à l'essor de la démocratie" (p. 81)

En lieu et place du droit à la politique révolutionnaire, le programme propose une "éducation civique et morale" modernisée, c'est-à-dire une tutelle étatique enfoncée sur les opinions et idéologies des élèves.

Les trois éléments de programmes fondamentaux des mouvements de la jeunesse scolarisée, puissamment mobilisés depuis des années, sont :

- 1) Mise au poste de commandement de la politique révolutionnaire sur tous les autres aspects de la vie scolaire.
- 2) Fusion du travail intellectuel et de la vie pratique réelle qui est lutte de classe et lutte pour la production matérielle.
- 3) Disparition des règlements barbares et de la sélection à outrance, généralisation du travail collectif. Le programme commun est un effort désespéré pour préserver, face à ces coups de boutoir, l'institution scolaire bourgeoise, secteur le plus branlant et le plus contesté de l'appareil d'Etat bourgeois. C'est un programme anti-populaire, anti-jeunes, fait de morgue "culturelle" et de mépris pour la masse des élèves.

villes et campagnes

La ville, pour le programme commun c'est une série de problèmes techniques particuliers à résoudre, et des problèmes de quantité. Exemple : on luttera contre la spéculation foncière en donnant plus de pouvoir aux mairies pour racheter les terrains, on construira plus de maisons.

Des maisons pour qui ? Une ville pour qui ? Là-dessus, le PC commun ne dit rien. Il ne propose aucun changement, ou plutôt si : encore plus qu'avant, on mettra les jeunes et les immigrés dans leur foyer, les vieux dans leurs maisons de retraite, la famille dans leur cage à lapin et les architectes, les spécialistes, feront des concours de plans et penseront les problèmes de la ville entre-eux.

Tout le contraire est le programme du peuple qui édifie aujourd'hui au travers des luttes de quartier, contre les expulsions, pour un nouveau logement du peuple.

- 1) Il voit ensemble tous les problèmes de la ville.
- 2) C'est un programme qui permet au prolétariat de rallier la petite bourgeoisie intellectuelle qui souhaite habiter un quartier populaire, "un quartier qui vit".
- 3) C'est un programme pour l'unité du peuple. Par exemple les travailleurs immigrés ne veulent plus rester dans des foyers-casernes ou des taudis - les vieux dans leurs maisons de retraite - on veut des logements pour le peuple, famille et célibataires, vieux et jeunes etc...

C'est un programme qui veut une ville où il n'y a pas des ouvriers dans un ghetto, la ville chic d'un autre côté, mais qui veut que l'ensemble de la ville et de ces activités soit sous le contrôle du peuple.

C'est un programme qui ne veut plus de ces énormes villes qui vident les campagnes, en fait des déserts sans activités sociales possibles, rend impossible pour le citoyen d'avoir un rapport correct à la nature. Pour les révolutionnaires il faut mettre fin à l'antagonisme entre villes et campagnes.

LES PAYSANS PAUVRES

S'agissant des paysans, le programme commun, considère que le fait principal dans les campagnes, c'est le progrès technique, la mécanisation et le développement de la productivité agricole : " Tout sera mis en oeuvre pour développer et moderniser l'agriculture... en améliorant les conditions de travail et de vie des petits et moyens producteurs " (p. 124).

Pour les révolutionnaires, le vrai problème de la campagne, ce n'est pas la modernisation ; c'est la ruine de millions de petits paysans obligés de quitter la terre. Or c'est précisément au travers de la mécanisation, nécessaire pour augmenter la productivité et avoir le minimum vital, que les petits paysans s'endettent et sont acculés à quitter la terre.

Or chacun sait, les petits paysans le disent les premiers, que la petite exploitation est une forme économique condamnée, qu'elle est nécessairement appelée à disparaître.

C'est sur ! mais quels sont les mécanismes qui la font disparaître et à quoi cède-t-elle la place ? C'est là que s'opposent ceux qui sont pour l'Etat bourgeois et ceux qui sont pour les intérêts ouvriers et paysans et l'Etat socialiste.

Là-dessus le programme commun est muet ; les seules choses qu'il propose ce sont les aménagements du développement du capitalisme dans les campagnes :

- Le crédit agricole sera " démocratisé " .

- Les marchés seront contrôlés et planifiés .

- La vente et la location de la terre sera surveillée par un office ainsi que les prix des baux de fermage .

- Surtout le système coopératif actuel, C.U.M.A. et G.A.E.C. sera généralisé et démocratisé .

En fait le programme commun se propose simplement d'aménager le développement du capitalisme dans les campagnes par des propositions concernant tous les exploitants, les riches comme les petits et qui ne serviront sous contrôle de l'Etat, qu'à remplacer les riches et à éliminer les pauvres.

A la coopération bourgeoise, au service des riches, les révolutionnaires opposent la coopération entre les paysans pauvres, qui au travers de leurs organisations imposent leur volonté aux riches et se rallient les moyens.

Aux propositions du programme commun qui entérinent la ruine des petits au nom de la productivité, les paysans pauvres ont déjà formulé un élément essentiel du programme révolutionnaire : sur leurs propres forces et confrontés aux riches et aux cumulars, les paysans pauvres n'ont pas d'issue ; ils doivent aujourd'hui s'allier aux ouvriers et au peuple des villes ; et au sein de cette alliance développer entre'eux - les paysans pauvres - des formes d'entraide et de groupe de travail.

La voie déjà ouverte, de l'organisation coopérative révolutionnaire des paysans pauvres, est dans l'alliance avec les ouvriers et les quartiers des villes, par la mise en place de marchés parallèles, à existence prolongée, dans lesquels paysans et peuple des villes, sur la base d'une unité politique, trouvent également leur intérêt économique (produits vendus par les paysans au-dessus du prix du marché de gros et acheté dans les villes moins cher qu'au prix de détail.

C'est cela la voie révolutionnaire, opposée radicalement à celle du programme commun, c'est celle de l'alliance entre les paysans pauvres et le peuple, c'est celle, non de la subordination, mais de l'alliance de la ville et de la campagne.

L' ARMÉE , LA POLICE

Le programme commun part du principe que ce sont des appareils qui n'ont été que détournés de leur véritable fonction par le gouvernement actuel, mais qu'il ne faut pas détruire en tant que tel. Il suffit de les démocratiser. Il n'est dit nulle part que la police et l'armée actuelles sont des appareils de repression créés par la bourgeoisie pour son service et uniquement pour cela. Les révisionnistes ne craignent pas de nier ainsi toute l'expérience du mouvement révolutionnaire que la tragédie du Chili a pourtant une fois de plus confirmé.

On ne peut pas dire que le mouvement de masse ait produit des éléments de programme positif sur ce que sera l'armée du peuple, il n'en est pas encore là. Mais du moins existe la ferme conviction qu'on ne ralliera les CRS et qu'il faudra bien s'en débarrasser si on veut la révolution. En plus certaines revendications se sont exprimées que le PC ignore totalement :

- Le droit de faire de la politique dans l'armée (ce qui ne se réduit pas à pouvoir lire l'humanité après le FIGARO).

- La suppression des corps spéciaux de repression tels les brigades spéciales.

LES COLONIES FRANÇAISES

Il est quand même extraordinaire dans un programme signé par un parti " communiste " ne soit pas dit une seule fois que la bourgeoisie française est impérialiste. Tout au plus parle-t-il de quelques pratiques regrettables du gouvernement bourgeois dans leur politique de " coopération " " et d'aide au développement " comme par exemple exercer des pressions politiques sur les gouvernements des anciennes colonies. Il s'agit " d'orienter de façon nouvelle cette politique.

MOUVEMENT DE MASSE ET ELECTIONS SUITE DE LA P.3

Alors les élections de 68 exigées par le PCF pour briser la grève, c'est vraiment "élection trahison".

Election trahison, et dans le même temps un grand découragement ; à quoi cela sert si toujours les élections nous volent le profit du pouvoir de nos luttes ? Et de nouveau l'on n'y est pas arrivé et la classe ouvrière se retourne vers elle se contemple et se dit : il y a là, ce n'est pas possible, des traîtres . Moi j'ai bien voté, les autres ont voté à droite : ceci est une des formes de la défaite électorale, l'idée que les ouvriers eux-mêmes votent pour les patrons . Comment se fait-il qu'avec tous les ouvriers qu'il y a en France avec tous les progressistes qu'on voit dans les grèves , ce soit toujours la bourgeoisie qui l'emporte ?

La question est bien plus grave . C'est la nature même du vote qui a produit ce découragement . C'est sa nature et son but, que les ouvriers se découvrent soudain un à un , seuls, individuels séparés de leur force d'eux-mêmes, qu'ils doutent d'eux-mêmes , de leur capacité à transformer quelque chose dans le régime , dans l'Etat . Cela c'est l'effet même que recherche la bourgeoisie . Mais plus encore : le vote , c'est la façon dont démocratiquement elle exerce sa dictature . Que les bourgeois soient des dictateurs pour le peuple , celui le sait bien : grève = flics ; travail = patrons . Mais voilà que dès l'enfance , dès l'école communale on dit à l'ouvrier au fils d'ouvrier qu'il est un citoyen égal aux autres , comme les autres, ayant les moyens d'exprimer sa volonté , ses désirs, ce qu'il est : ce moyen , c'est le vote .

En votant vous exprimez ce que vous avez dans la tête, vous choisissez . Cela c'est la tromperie des élections , du parlementarisme bourgeois comme on l'appelle . Le vote soit disant c'est la démocratie .

Dans les pays fascistes on ne vote pas ou peu . Mais le vote n'a pas été inventé par les ouvriers, il a été inventé par les bourgeois vers 1789 pour combattre ses ennemis les féodaux , les seigneurs. Les seigneurs tenaient le pouvoir par droit de naissance, disaient-ils, les bourgeois représentaient l'argent, le capitalisme montant . Ils imposaient que le vote qui exprime l'opinion prenne le pas sur les avantages de naissance . Ils disaient : nous existons par nos idées, vous par votre naissance ; les idées ont autant de droit de cité que la naissance . Mais les idées ne doivent pas être celle de n'importe qui . Seuls ceux qui ont quelque chose , c'est à dire des biens de l'argent ont aussi des idées . Le vote et les bourgeois l'ont emporté comme chacun le sait en 89 et le vote , c'est l'accord des bourgeois sur un certain type de société , la société de l'argent , la société de l'exploitation des ouvriers .

D'où le mythe de l'opinion . L'opinion , c'est l'opinion des bourgeois sur ce qu'il leur est avantageux . C'est la façon dont ils expriment leur force, dont ils assurent leur domination sur l'ensemble de la société . Leur tromperie, c'est de dire que les ouvriers peuvent s'exprimer comme les bourgeois à l'égard des bourgeois, en empruntant le mode d'expression des bourgeois : le vote .

Or le vote, c'est une toute petite chose dans la façon dont la société fonctionne . Les bourgeois pour nous cacher comment elle fonctionne véritablement, disent que la clef de notre société est le vote, voilà pourquoi théoriquement le vote est une tromperie .

Mais s'il est une tromperie en théorie, est qu'il l'est en pratique. A chaque société sa force, à chaque classe sa force. La force des ouvriers, chacun le sait, c'est, d'être ensemble, pour le nombre , pas pour la conscience, la conscience ce n'est pas une petite bougie , une petite lumière dans la tête, c'est un miroir.

Quand les élections se produisent, déjà la bourgeoisie est heureuse car elle a mis le doute dans la conscience de classe des ouvriers, l'ouvrier se dit : la classe , ça n'existe pas .

C'est pourquoi les ouvriers savent que les élections ne sont pas leur terrain. Mais en même temps, ils ne savent pas mais plutôt ils sont forcés de l'oublier et ils disent : " peut-être que le vote changera quelque chose ", comment sinon imposer leurs idées au niveau général, comment imposer un gouvernement ouvrier, un régime ouvrier.

Surtout que le PCF a mis 38 ans, depuis 1936, à enfoncer dans la tête des ouvriers que : il faut lutter pour faire la grève avec les syndicats pour montrer que les ouvriers existent, mais pour les choses sérieuses il n'y a pas d'autre voie que le vote. Et là, nous le disons en toute lettre, ce sont des traîtres car ils ont lu les livres d'histoire comme tout le monde et ils savent que nulle part dans le monde les ouvriers n'ont pris le pouvoir et ne l'ont gardé sans la violence. Menteur.

D'où le vrai problème des élections c'est de voir si ça peut servir aux ouvriers. A chaque fois, l'histoire ne suffit pas, elle est trop loin. On se dit, je sais bien, mais peut-être que cette fois-là... "On est si nombreux, on s'est compté dans toutes les grèves qu'il y a eu en France, l'idée que le nombre seul fera céder la bourgeoisie c'est la même idée que celle que disent les bourgeois sur le vote.

Parce que le "parti" les a trahi en leur faisant croire que sur la question du pouvoir, donc de la société dans son ensemble il n'y a que le vote certains ouvriers se sont forgés une autre idée : "au moins si un gouvernement de gauche passait, on sait bien que ce serait un gouvernement bourgeois mais moins dur que les vrais bourgeois, et au moins il y aurait de grandes luttes poussées au cul comme en 36. Cela, c'est la grande idée de démission, les luttes feront, tout en restant des luttes revendicatives, obtenir le pouvoir d'Etat.

Cette illusion tenace, elle a 50 ans d'histoire. Ceux qui en sont responsables, c'est le "parti communiste" : c'est le parti qui est toujours le responsable du rapport des masses à son pouvoir.

Si le peuple veut véritablement le pouvoir il faut qu'il discute la question de l'Etat, et qu'il s'en forge l'instrument un parti communiste de type nouveau.

De même pour les DOM - TOM. Est-ce que c'est des colonies ou pas ? le P.C ne prend pas position. Il concède seulement qu'ils doivent avoir un statut particulier, statut qui sera discuté avec les élus parlant au nom de la volonté d'indépendance nationale que l'Etat français réprime les armes à la main. Le fait que la France pille les richesses et maintient les pays dans la pauvreté, ce sont ces faits dont témoignent le développement des luttes comme en Martinique en avril. Ces luttes les révises les répriment sur place, et les faits, ils les ignorent dans leur programme.

En fait la France dirigée par l'Union de la gauche restera en bonne place dans le camp impérialiste et rien de fondamental ne sera changé dans la domination qu'elle s'efforce de continuer à maintenir sur les pays pauvres.

Pour faire avaler cela, c'est vrai que les révisionnistes comptent sur le chauvinisme d'une partie de la classe ouvrière française.

Mais en fait, dans les différentes couches du peuple, l'idée est quand même très largement répandue que les luttes d'indépendance des peuples et les nôtres vont dans le même sens, se soutiennent, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne pourra jamais se libérer.

Voilà quelques unes des propositions importantes du P.C. Elles permettent d'affirmer que c'est un programme entièrement bourgeois. Ce n'est pas parce qu'il ne va pas assez loin qu'il est bourgeois. Un programme révolutionnaire n'est pas un programme maximum, ce n'est pas directement le programme de la construction du socialisme.

Mais il est bourgeois parce qu'il ne reprend rien de ce que sont les inventions du mouvement de masse, sa volonté qui s'exprime déjà dans les luttes d'une autre société bourgeois parce qu'il n'avance rien qui permette au peuple de se rassembler, de se renfermer, de s'affronter à la bourgeoisie.

Bourgeois parce qu'il ne vise à transformer aucune des contradictions fondamentales que nous devons transformer pour construire le socialisme : celle qui oppose travail manuel à travail intellectuel, ville à campagne, homme à femme et les contradictions entre les différentes nationalités qui composent la classe ouvrière de France.

En résumé il est bourgeois parce qu'il ne veut rien transformer de l'Etat et que l'Etat aujourd'hui en France est celui de la bourgeoisie.

Face à cela le mouvement de masse et en son sein les révolutionnaires, eux, produisent du nouveau, ce n'est pas encore un programme, mais ces éléments nouveaux sont eux, irrécupérables par un Mitterand, ils permettent, eux, un véritable rassemblement du peuple, ils lui permettent de résoudre ses divisions, de connaître son ennemi, de savoir ce qu'il veut, ils sont les premiers jalons de véritable programme révolutionnaire, en même temps se développent les idées qui leurs sont liées sur la prise du pouvoir. Si nous voulons que ce mouvement s'approfondisse, que nous voulons ainsi arriver à un véritable programme d'ensemble et à la stratégie de prise de pouvoir révolutionnaire qui lui est liée, nous devons nécessairement construire, en même temps un parti communiste de type nouveau.

**PROLETARIAT INTERNATIONAL,
PROGRAMME
NOUVEAU,
PARTI COMMUNISTE DE TYPE NOUVEAU**

Le parlementarisme, c'est une forme politique de l'Etat bourgeois, ses caractéristiques sont :

- le parlement, élu au suffrage universel votant les lois (c'est ce qu'on appelle le pouvoir législatif) et structuré par l'existence de différents partis politiques.

- un gouvernement, responsable dans certaines conditions devant le parlement chargé de conduire les affaires publiques en fait de diriger l'Etat, c'est-à-dire principalement l'administration, l'armée et la police.

Le gouvernement a lui seul la haute main sur l'Etat; c'est lui en particulier qui désigne tous les fonctionnaires ayant des responsabilités importantes (préfets, généraux, chefs de la police, recteurs d'académie, etc...)

Le parlementarisme est une des institutions de l'Etat bourgeois, c'est une de ses formes d'existence mais il y en a d'autres : le fascisme, par exemple est une autre forme historique de l'Etat bourgeois dans laquelle il n'y a plus de parlement, où les partis politiques sont interdits (à l'exception du parti du pouvoir), où le droit et la justice sont directement exercés par le pouvoir.

L'exemple récent du Chili montre que, menacée en tant que détentrice de l'appareil d'Etat, la bourgeoisie ne peut pas à passer outre les règles du jeu politique parlementaire et à exercer son pouvoir d'Etat directement par la violence ; l'armée et la police à sa solde tant à la fois ses garants et ses agents d'exécution. La bourgeoisie, en cas de nécessité, détruit elle-même la forme parlementarisme pour exercer la violence et le massacre, sa dictature d'Etat.

Le parlementarisme n'est donc qu'une forme de l'Etat bourgeois. Comprendre le parlementarisme, c'est d'abord comprendre ce qu'est l'Etat bourgeois.

I - L'ETAT BOURGEOIS

a) L'Etat est toujours l'Etat de la classe dominante :

L'Etat, c'est toujours l'Etat de la classe dominante ; ceci c'est une loi de l'histoire. Dans une société où existent des classes sociales dont les intérêts sont opposés, l'appareil d'Etat est ce par quoi la classe dominante assoit et reproduit sa domination sur la classe dominée.

L'Etat bourgeois est ce par quoi la bourgeoisie exerce son pouvoir, fondé sur l'exploitation et l'oppression du peuple.

L'existence de l'Etat, c'est le signe de l'existence du pouvoir politique d'une classe sur les autres classes; c'est ce par quoi une classe sociale exerce sa dictature. Dictature d'une classe, dictature de la bourgeoisie en France, cela signifie que la bourgeoisie détient l'appareil d'Etat et que le pouvoir qu'elle exerce ainsi, elle n'entend d'aucune façon ni le partager, ni encore moins le laisser à une autre classe qu'elle-même.

Dictature de la bourgeoisie, c'est cette vérité cent fois confirmée par l'histoire, que c'est au travers de son Etat que la bourgeoisie exerce et défend son pouvoir, à son profit exclusif et ne le partage ni ne le cède de son plein gré.

A l'Etat bourgeois, à la dictature de la bourgeoisie, les révolutionnaires opposent l'Etat prolétarien, la dictature du prolétariat où c'est la classe

ouvrière qui exerce le pouvoir en expropriant la bourgeoisie et qui l'exerce, la différence de la bourgeoisie, non au profit d'une petite minorité mais pour l'intérêt de la grande majorité, pour le peuple.

C'est parce que c'est au travers de son Etat que la bourgeoisie exerce sa dictature, que l'Etat bourgeois est en fait de diriger l'Etat, c'est-à-dire par la violence l'Etat bourgeois et édifier son propre Etat, la dictature du prolétariat, pour maintenir son pouvoir face à la bourgeoisie qui, bien que défaite, ne renonce pas pour autant au pouvoir

ELECTIONS

PARLEMENTARISME

QUESTION DE L'ETAT

Mais comme l'Etat prolétarien est au service du peuple, de la majorité, il peut au contraire de l'Etat bourgeois qui va se développant et devenant de plus en plus une monstrueuse machine parasitaire et d'oppression ; l'armée et la police à sa solde égressivement se réduire. Au fur et à mesure que les masses s'emparent des affaires publiques, l'Etat prolétarien diminue d'importance. Il reste cependant tant que la bourgeoisie et l'impérialisme existent par quoi la classe ouvrière et à travers elle tout le peuple exerce le pouvoir à leur profit et le maintienne contre leurs ennemis.

L'Etat est toujours l'Etat de la classe dominante qui, à travers lui, exerce sans partage son pouvoir politique, sa dictature.

b) L'Etat bourgeois en France dans la dernière période :

En France, l'Etat est bourgeois, c'est l'instrument de la dictature de la bourgeoisie sur le peuple et les larges masses populaires. C'est l'instrument d'exploitation du travail salarié par le capital.

L'Etat est lié au capital, c'est l'Etat du capital, il se transforme en fonction des transformations de ce dernier.

Avec l'apparition, au début de ce siècle des grandes industries, le capital exerce sa dictature sous une forme particulière qu'on appelle le capital financier et qui est caractéristique de l'époque de l'impérialisme (volonté de pillage et de partage du monde par quelques pays). L'Etat qui correspond à la domination du capital financier est un état bourgeois de type particulier. C'est l'Etat impérialiste.

Le parlementarisme bourgeois aujourd'hui, dans ses formes et son fonctionnement, correspond à la nature de l'Etat actuel, un Etat impérialiste. Et ce sont les contradictions inhérentes à l'Etat impérialiste et non les règles du parlementarisme bourgeois qui sont la règle du pouvoir d'Etat.

Le passage en 1958 de la 4^e à la 5^e République en est un exemple significatif. La constitution de la 4^e République, adoptée en 1946, correspond, pour la

bourgeoisie à la période de la reconstruction "nationale" de l'après guerre, mais très vite de grandes difficultés apparaissent :

les peuples des colonies se lèvent dans la lutte armée contre l'impérialisme français, principalement le Viet-Nam puis l'Algérie.

simultanément, le grand capitalisme français cherche à prendre ses distances face à l'impérialisme US et à rivaliser avec les autres pays d'Europe de l'Ouest en particulier l'Allemagne, pour cela il lui faut concentrer et moderniser l'économie.

De ces deux facteurs, le premier est principal ; face aux coups que lui porte la lutte de libération nationale des patriotes algériens, la 4^e République se lézarde gravement. Après avoir, à l'initiative de Mitterand, envoyé le con-

tigent en Algérie, elle est incapable de trouver une issue à sa crise.

Cette crise trouvera une solution interne au maintien de l'Etat bourgeois, au travers du putsh militaire qui installa De Gaulle au pouvoir. C'est ainsi que se met en place le système constitutionnel de la 5^e République.

Le putsh militaire de 1958 illustre bien, qu'à l'intérieur même de l'Etat bourgeois parlementaire, les mécanismes de changement constitutionnel sont extérieurs au parlementarisme et relève du coup d'Etat.

Avec la 5^e République, l'Etat impérialiste et le capitalisme monopoliste disposent d'une forme aménagée du parlementarisme qui, avec la concentration du pouvoir politique dans les mains du président de la République, permet de mener à bien les tâches face auxquelles le système parlementaire de la 4^e République avait révélé son impuissance.

Ces tâches sont :

- sur le plan international :
• passage du colonialisme direct au néo-colonialisme avec l'indépendance formelle octroyée aux colonies
• tentative d'autonomisation face aux USA (force de frappe) et accélération du marché commun

- sur le plan intérieur : faire des grandes firmes françaises des firmes compétitives à l'échelon international. Pour cela :

• concentration des entreprises et élimination des petites et moyennes
• pénétration accélérée du capitalisme dans les campagnes et élimination de la petite paysannerie.

Le parlementarisme n'est donc que la forme politique que se donne l'Etat impérialiste et le capital financier pour maintenir et développer leur domination.

Le parlementarisme est une forme de l'état bourgeois.

Mais quelle est sa nature interne, qu'est ce qui lui permet de se reproduire et à travers quels thèmes trompe-t-il le peuple ? C'est ce qu'il faut examiner maintenant.

II - L'idéologie parlementariste et sa critique révolutionnaire

a) apparence et réalité de la démocratie bourgeoise

Le suffrage est universel : qui conque, s'il est français et a 21 ans est électeur, et peut donc, du moins la bourgeoisie l'affirme, participer à la vie politique du pays. Un courant politique minoritaire peut, sous réserve qu'il réunisse assez de voix, être représenté à l'assemblée nationale. Le système se présente donc comme démocratique, tous les électeurs ont le même pouvoir et ceux qui l'emportent représentent la majorité.

De plus, le système parlementaire se présente comme garantissant l'égalité des citoyens devant la loi et assurant les libertés démocratiques essentielles : liberté de réunion, d'association, justice indépendante du pouvoir, accès pour tous à l'école gratuite, etc...

Ca, c'est ce que les bourgeois disent du parlementarisme et de ses bienfaits. Mais voyons la réalité.

Le suffrage universel : en réalité, il n'a jamais été le droit de vote pour tous :

- les femmes n'ont le droit de vote en France que depuis 1945,
- aujourd'hui, les jeunes et les immigrés sont exclus, ne font pas partie de l'état des citoyens, à savoir l'état des électeurs.

Dans les élections, de fait, sont représentés que des partis, et pas n'importe lesquels : des partis qui jouent le jeu du parlementarisme, c'est-à-dire qui représentent différentes fractions de la bourgeoisie en concurrence pour la direction de l'Etat.

Au travers des élections, ce n'est nullement la nature de l'Etat qui est en jeu, mais seulement quelle fraction de la bourgeoisie va le contrôler.

Pour les masses ouvrières et populaires, les élections tranchent sur la façon dont elles vont être exploitées et opprimées. La question, c'est : quel membre de la classe dirigeante va représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement?

Dans ces conditions, tout parti politique, même s'il se réclame des ouvriers, qui n'a comme stratégie de pouvoir que le parlementarisme bourgeois est un parti parlementaire bourgeois. Puisqu'il s'interdit de toucher à la question de l'Etat, il est un parti de la démocratie capitaliste. C'est le cas du P.C.F.

b) Démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne

Au fond, pourquoi ? Pourquoi un parti politique prolétarien, fermement décidé à changer la nature même de l'Etat, ne pourrait-il pas conquérir la majorité et prendre appui sur cette position de force parlementaire pour mener à bien son projet ? C'est un peu la question que se posent beaucoup de gens, quand ils disent : pourquoi dans les élections, sommes nous toujours vaincus ou trahis ? Pourquoi le parlementarisme à travers nos partis politiques populaires, ne nous donne-t-il jamais le pouvoir ?

Ce qu'il faut bien voir, c'est qu'en fait les élus, dans le parlementarisme bourgeois, ne constituent par eux-mêmes aucune force. A strictement parler ils n'ont aucun pouvoir immédiat. Dans l'histoire, on a toujours vu qu'un régi-

ment pouvait, sans peine, disperser une assemblée, arrêter les députés, ou, comme au Chili, assassiner un président.

Tout le pouvoir des élus leur vient, en termes matérialistes, de l'influence qui leur est reconnue sur l'appareil d'état (administration, police, armée), appareil qui est le véritable point fixe de toute la machinerie politique bourgeoise.

La seule force des élus leur est extérieure. Elle réside dans la capacité de mettre en branle tel ou tel secteur de l'appareil d'Etat, lequel reste en fait séparé, toujours identique à lui-même dans sa nature de classe. S'il y a des gens qui ne peuvent en aucun cas compter sur leurs propres forces, ce sont bien les élus du parlementarisme bourgeois.

Un parti politique qui accepte l'Etat tel qu'il est, peut effectivement diriger sans trop de heurts le fonctionnement de la machine étatique. De là, la force politique apparente des élus. Mais pour un parti prolétarien véritable qui entend diriger la destruction de la machine d'Etat, les élus sont en contradiction ouverte avec l'appareil d'Etat. De ce fait même, considérés strictement comme des élus dans le parlementarisme bourgeois, ils n'ont aucune force. Toute masse révolutionnaire organisée et se déploie obligatoirement sur une autre scène que celle du parlementarisme bourgeois.

L'idée d'une position de force parlementaire des révolutionnaires n'a donc aucun sens matérialiste. Ceux qui s'imaginent le contraire, l'armée de l'appareil d'état bourgeois a vite fait de les rappeler à la réalité. Quand à ceux, comme le PCF, qui affirment partout que la seule force politique possible pour les masses est la force parlementaire, ils indiquent eux-mêmes ce qu'ils sont : un parti politique bourgeois. Ceci est entièrement confirmé par le programme commun qui, présenté comme un programme de transition "ouvrant la voie au socialisme", laisse strictement intact l'appareil d'Etat.

La démocratie prolétarienne, que nous opposons à la démocratie bourgeoise consiste à mettre à la séparation de la représentation électorale et de la force matérielle. Dans la démocratie prolétarienne, les organes de masses sont aussi des organes de pouvoir. Comme le dit Marx, à propos de la Commune de Paris (1871), ce sont des "corps agissants", à la fois législatifs et exécutifs.

L'organisation des masses a, en tant que telle, une vocation étatique dont une des formes essentielles est l'armement direct du peuple : la milice ouvrière ou paysanne. Les masses révolutionnaires organisées disposent directement, et disposent de plus en plus, d'une autorité étatique, d'un pouvoir politique immédiat et des moyens de ce pouvoir.

Tel est également le point d'appui historique fondamental de la critique révolutionnaire du parlementarisme bourgeois : sections populaires armées, communes, soviets...

La conception générale de l'Etat que véhicule le prolétariat révolutionnaire, la conception qu'il se fait de sa propre force étatique, s'oppose donc radicalement à toute idée de "force parlementaire". Elle s'oppose radicalement au parlementarisme bourgeois lui-même.

Le prolétariat n'est jamais vaincu (ni vainqueur) dans les élections bourgeoises. En fait, le prolétariat ne peut

pas mesurer sa force dans le cadre du parlementarisme bourgeois parce qu'il a une autre conception de la force.

Tout au plus, peut-il y mesurer, comme dit Lénine, et seulement dans des circonstances bien définies, certains aspects de sa maturité étatique.

c) parlementarisme bourgeois et guerre de classe

Le parlement vote certes des lois mais chacun sait que leur application n'est réelle qu'en fonction des intérêts de la bourgeoisie.

La loi prévoit bien le droit de grève, par exemple. Mais la réalité, c'est qu'à la moindre grève dont le caractère de classe prolétarien s'affirme, l'Etat dépêche qzq gardes mobiles, ses flics, voire encourage en sous-main les bandes fascistes.

Comme le dit Lénine : "Prenez les lois fondamentales des états contemporains, prenez leur administration, prenez la liberté de réunion ou de presse, prenez l'égalité des citoyens devant la loi, et vous voyez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'état, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa constitution des biais ou des restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer ses troupes contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc... en cas de "violation de l'ordre", mais en fait, au cas où la classe exploitée "violait" son propre état d'asservissement, et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave".

En fait, le parlementarisme est la forme politique la plus favorable à la forme bourgeoise. C'est celle qui, au travers de l'idéologie parlementaire, rallie pacifiquement les larges masses derrière l'état bourgeois. Mais en même temps c'est la forme la plus fragile, celle qui à la moindre menace du mouvement de masse se transforme en son contraire, c'est à dire la répression ouverte et sanglante des ouvriers et du peuple.

Plus la démocratie est développée et plus les banques se soumettent les parlementaires bourgeois. La France a une longue tradition de ce genre de corruption des parlementaires : liaisons entre les députés et les promoteurs (Rives-Henry, scandale de la Vilette, etc...); liens directs entre le personnel politique et les grandes banques : Pompidou ancien fondé de pouvoir de la banque Rotschild par exemple.

Mais ceci ne suffit pas. Le système parlementaire reste d'une très grande fragilité aux yeux de la bourgeoisie elle-même : "Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre et de la guerre civile."

Les événements de Mai 68 confirment cette vérité. Face à la tempête révolutionnaire, De Gaulle, après quelques hésitations, rejette le général Massu en Allemagne pour s'assurer l'appui de l'armée et, dans le même temps que s'ouvrent les négociations de Grenelle, les chars encerclent Paris.

Ce n'est que le mouvement de masse résorbé, grâce à la liquidation active du PCF et de la CGT, que peut se reconstituer, avec encore l'appui des révisionnistes, le jeu parlementaire au travers des élections de juin 1968.

A B O N N E Z V O U S A U

"MARXISTE-LENINISTE",

S O U T E N E Z L E !

Abonnement simple : 20 F par an

de soutien, 50 F .

militant, 100 F.

SUITE P 3

En bref, pour les révolutionnaires, il n'existe pas d'usage du parlementarisme bourgeois en termes de pouvoir mais seulement en termes de propagande. Comme la thèse léniniste de l'utilisation du parlementarisme comme tribune pour le programme révolutionnaire. Cet usage lui-même est soumis à de strictes conditions fondamentales, que le rapport des masses ouvrières et populaires à l'état bourgeois soit celui de la nécessité absolue de sa destruction, destruction dont le parti prolétarien doit assurer la direction.

En d'autres termes, l'utilisation du parlementarisme bourgeois comme tribune par les révolutionnaires exige qu'il soit entièrement clair pour les masses qu'il s'agit justement que d'une tribune et qu'il ne subsiste aucune confusion entre cette activité et le projet de pouvoir des révolutionnaires, défini sur un terrain tout autre et constitué en force matérielle aux yeux des masses.

En l'absence, aujourd'hui, d'un projet de pouvoir d'Etat propre au prolétariat révolutionnaire, et compte tenu des manœuvres révisionnistes, les révolutionnaires, sous peine de perdre leur identité, ne peuvent, même sous prétexte de propagande, participer positivement aux élections.

Dans une conjoncture électorale, du point de vue de la bourgeoisie, la question du pouvoir d'Etat est mise en jeu. Cela fixe la tâche des révolutionnaires : soutenir au sein des larges masses le débat sur les éléments de programme du peuple, dont la réalisation exige que le prolétariat, organisé en force révolutionnaire, autour de son parti communiste de type nouveau, dispose en toute indépendance de son propre projet d'Etat qui suppose l'élimination radicale de l'idéologie parlementaire et une stratégie de destruction de l'Etat bourgeois.

Né le 26 octobre 1916 à Jarnac (Charentes) François Mitterrand est le fils d'un Agent de la Compagnie des Chemins de Fer de Paris à Orléans devenu industriel et président de la Fédération syndicats des Fabricants de vinaigre de France.

Un de ses frères Jacques est actuellement Général d'armée aérienne (de juin 1954 à février 55) ne un autre (Robert) est PDG de la Société DANUBEX et directeur général de l'Univac (division de Spéy Rend).

François Mitterrand

Journaliste, avocat au barreau de Paris (depuis 1954). Député de la Nièvre (1946-1958) A appartenu à II gouvernements de janvier 47 à juin 1957.

Notons surtout : Ministère de l'Intérieur (de juin 1954 à février 55) de la sous le gouvernement de Pierre Mendès France (janvier 54) à la guerre d'Algérie (1er novembre 54)

Valéry Giscard d'Estaing

Né le 2 février 1926 à Coblenz (Allemagne), Valéry Giscard est le fils d'un inspecteur des finances.

Fils de grands bourgeois d'une famille très liée aux milieux d'affaires (son père est PDG de plusieurs grandes sociétés de même que son frère Olivier).

Inspecteur des finances (1954) Elu député du Puy-de-dôme de 1956, puis en 62. Rentre dans le cabinet Michel Debré en 1959 et est Ministre des Finances en 62. Puis dans le gouvernement Pompidou. Maire de Chamalière depuis 1967.

Jacques Chaban Delmas

Né le 7 mars 1915 à Paris, Jacques Chaban-Delmas est le fils d'un Administrateur de sociétés.

Journaliste à l'Information 1933 Attaché au ministère de la Production industrielle (1941) Adjoint à l'Inspection générale des finances (1943)

Compagnon de la Libération

Délégué militaire national chargé de la coordination militaire sur l'ensemble du territoire (1944)

Général de brigade (juin 1944)

Inspecteur des finances (1945)

Député de la Gironde (en 1946, réélu en 1951 et en 1956)

Maire de Bordeaux (depuis 1947)

PDG (depuis 1970) de la société anonyme d'économie mixte communautaire de construction (Saemico)

Ministre d'Etat dans le cabinet Guy Mollet au moment où commence la guerre d'Algérie, il devient en novembre 1957 ministre de la défense nationale (cabinet Félix Gaillard) jusqu'au 15 avril 1958. Pendant cette période, il couvre le bombardement par l'aviation française du village tunisien de Sakhiet-Sidi-Youssef où 60 civils sont tués et 130 blessés. Il ira ensuite visiter le fameux barrage électricité mis en place par l'armée française dont il est ministre, barrage à la frontière algéro-tunisienne qui fera plus de 10 000 morts dans les rangs de FLN.

Aussi zélé serviteur de l'impérialisme français que Mitterrand, Jacques Chaban-Delmas est ensuite Président de l'Assemblée Nationale (de 1958 à 69) où ont lieu par la suite les débats sur l'Algérie et plus tard en 1968 où il commence à se mettre au service de Pompidou. Il est premier Ministre de 69 à 72. Réintégré dans les cadres de l'inspection des finances (janvier 1973) Inspecteur général des Finances (février 1973).

SOMMAIRE N°1 : LE PARTI EST MORT, VIVE LE PARTI.

RENAULT: Sans Direction Révolutionnaire, pas de démocratie, pas de victoire possible.

L I P !

PLEURER SUR LE CHILI, OU EN TENIR COMPTE POUR LA REVOLUTION EN FRANCE ?

S O M M A I R E N°2

A V R I L 7 4 .

p. 7 POURQUOI LE M.L. ?

p. 1&2 FASCISME, RACISME, PROLETARIAT INTERNATIONAL

p. 3&10, GRASSE, juin 73, LA LUTTE HEROIQUE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES.

p. 4 APRES L'ATTENTAT AU CONSULAT D'ALGERIE A MARSEILLE : PENDANT 4 JOURS LES MASSES FONT L'HISTOIRE suite p.5 et p.7 .

p. 5 FOS, et le social-chauvinisme. Suite p. 7.

p. 6 & 9: Dans le XIème, à Paris, une force ouvrière et populaire internationale sur la question du logement

p. 9, II & 12 : CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET: lutter contre le racisme ou constituer le prolétariat international de France ?

Ce support du parlementarisme bourgeois sera un zélé serviteur de l'impérialisme français. Ce sont ses déclarations bien connues : "L'Algérie c'est la France, et des Flandres au Congo, il y a une seule nation, un seul parlement. C'est notre volonté", "La négociation avec les rebelles, c'est la guerre !" Cette politique impérialiste n'est pas restée une vaine formule : en mars 1956, Fernand Yveton, patriote algérien était condamné à mort alors que Mitterrand était ministre de la justice (février 56) et le P"C"F votait les pouvoirs spéciaux au gouvernement socialiste de Guy Mollet pour mener la guerre colonialiste en Algérie. Candidat à la Présidence de la République en décembre 65. Député de la Nièvre. Secrétaire du parti socialiste depuis juin 71. Sous la présidence de l'internationale socialiste (février 56) à Paris à une conférence des leaders de "L'internationale socialiste". Golda Meïr, responsable n° 1 des crimes que commet chaque jour l'Etat sioniste et fasciste d'Israël pour tenter d'écraser le peuple palestinien et terroriser les peuples arabes.